



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Aire de stationnement liée à l'aménagement d'un magasin LIDL sur la commune d'Ernée (53)

Le préfet de la région Pays de la Loire

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2021/SGAR/DREAL/30 du 1^{er} mars 2021 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2021-5478 relative à la réalisation d'une aire de stationnement liée à l'aménagement d'un magasin LIDL sur la commune d'Ernée, déposée par la SARL LIDL et considérée complète le 5 juillet 2021 ;

Considérant que le projet porte sur la création d'une surface de vente LIDL de 1 418,5 m² de vente, sur la commune d'Ernée, sur l'avenue Aristide Briand ; que le projet se situe sur un terrain d'une superficie de 13 170 m², déjà occupé par une surface commerciale et sa zone de voirie/parking ; que le projet consiste donc à réorganiser l'ensemble du site, les actuelles infrastructures seront démolies et supprimées ;

Considérant que le bâtiment commercial aura une surface totale de plancher de 2 235,5 m² ; que le parking comprenant 120 places et les voies de circulation occuperont une surface de 4 831 m² ; que les espaces verts auront une surface de 4 824 m² ;

Considérant que le projet se situe en zone Ue du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'Ernée, soit en zone urbaine à vocation d'activités économiques ;

Considérant que le site d'implantation du projet n'est pas concerné par un périmètre d'inventaire ou une protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager, ni par un périmètre de protection de captage destiné à la production d'eau potable ;

Considérant que le projet s'implante sur un site déjà artificialisé à hauteur de 90 % par la présence d'un bâtiment, de parkings et voiries, dépourvu de zones humides ou d'habitats d'intérêt environnemental avéré ; que le projet prévoit la création de nouveaux espaces verts à hauteur de 37 % du site et la plantation de 80 arbres, d'arbustes et de vivaces d'essences locales ;

Considérant que l'accès au site se fait depuis l'accès existant au sud depuis l'avenue Aristide Briand, et dont les caractéristiques apparaissent à même de répondre au flux de véhicules des usagers du magasin, estimé à environ 500 véhicules par jour, de celui des employés (une vingtaine) et à celui des deux livraisons journalières par poids-lourds ; l'accès piéton au nord du site est maintenu ;

Considérant que le projet s'attache à apporter une gestion des eaux pluviales via la création de parkings en pavés drainants(114 places) favorisant l'infiltration des eaux de ruissellement ; que la collecte des eaux de ruissellement sera réalisée par des noues de collecte et un réseau de canalisations enterrées ; que le stockage des eaux sera assuré dans le massif de cailloux situé sous les places de parkings en pavés drainants, ainsi que dans le bassin d'orage créé au sud à cet effet pour les pluies plus intenses ; que ce dernier sera équipé d'une vanne de fermeture et d'une cloison siphonide afin de se prémunir contre les pollutions ponctuelles ;

Considérant que le projet fera l'objet d'un permis de construire, de nature à prendre en compte les enjeux ci-dessus évoqués, notamment le respect des dispositions du PLU ;

Considérant que le projet n'est pas soumis à déclaration au titre des installations, ouvrages, travaux et aménagements relevant de la législation sur l'eau et les milieux aquatiques ; qu'une note hydraulique sera tout de même réalisée afin de présenter les mesures de gestion des eaux pluviales réalisées pour ce projet ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, l'aménagement de l'aire de stationnement liée à l'aménagement d'un LIDL sur la commune d'Ernée, est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL LIDL et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
pour la directrice régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement,

Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.
Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire
Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.
Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr